



Le dimanche 30 novembre 2014

Conférence à Paris des « maires français en défense d'Achraf »

Le 25 novembre 2014- Une conférence intitulée «Les élus français contre l'extrémisme religieux et solidaires avec la Résistance iranienne» à la mairie du 2^e arrondissement de Paris avait comme orateur principal Maryam Radjavi, Présidente élue de la Résistance iranienne. Présidée par Jacques Boutault, maire du 2^e arrondissement de Paris, la conférence se tenait à l'invitation du « Comité des maires français en défense d'Achraf » qui représentent 14.000 maires et élus.

Dans son discours, la présidente élue de la Résistance iranienne s'est exprimé sur plusieurs sujet du jour, notamment les négociations nucléaires entre des pays 5+1 et le régime iranien, la situation des droits de



l'Homme en Iran, les ingérences du régime iranien en Syrie, en Irak, au Liban et au Yémen, ainsi que les répercussions de la poussée du groupe « anti-islamique » Daech dans la région.

Elle a notamment mis en garde contre un «effort dangereux de vouloir ignorer les crimes du régime iranien et de ses milices en Irak et en Syrie, » ajoutant : « Pire encore, certains, par erreur ou par intérêt, présentent le régime des mollahs comme un allié dans la lutte contre Daech. »

Elle a affirmé également : « Le vaste soutien des maires et des élus français à la Résistance iranienne et surtout aux combattants de la liberté à Achraf et Liberty démontre l'engagement des citoyens et des élus français dans la défense de la liberté et des droits de l'homme. Le peuple iranien est fier d'avoir les élus français à ses côtés dans sa lutte contre la tyrannie et le monstre de l'intégrisme.

Alors que le fascisme religieux en Iran est plongé dans des crises, internes et internationales, politiques,



économiques et sociales, il se sent plus que jamais menacé par son opposition organisée, à savoir le Conseil national de la Résistance iranienne et l'Organisation des Moudjahidins du Peuple d'Iran (OMPI).

L'existence de cette opposition donne à la crise un potentiel qui peut mener au renversement de la dictature. C'est pourquoi combattre cette résistance et ses membres au camp Liberty en Irak est en tête des priorités du régime. Ces huit dernières années, le gouvernement vassal des mollahs en Irak a lancé

27 attaques contre Achraf et Liberty, faisant 116 morts, 1400 blessés et 7 otages. 22 opposants ont perdu la vie en raison du blocus médical. Actuellement, des dizaines de personnes sont dans un état grave. »

Au cours de cette conférence, des maires et personnalités ont également pris la parole, notamment : **Jean-François Legaret**, maire du 1er arrondissement de Paris , co-président du Comité des maires français en défense d'Achraf; **Jacques Boutault**, maire du 2eme arrondissement de Paris ; **Alain Néri**, Président du Comité français pour un Iran démocratique au Sénat ; **Jean-Pierre Bequet** , Conseiller général du Val d'Oise, ancien maire d'Auvers-sur-Oise ; **Sylvie Fassier**, maire de Le Pin ; **Céleste Lett**,



député-maire de Sarreguemines ; **Jean Lassalle**, député-maire d'Oloron-Sainte-Marie ; **Yves Bonnet**, Préfet honoraire, ancien directeur de la DST ; **Bruno Macé**, maire de Villiers Adam.

Députés britanniques contre une ingérence iranienne au camp *Liberty*

Le 28 novembre 2014 - L'ingérence du régime iranien dans les affaires du camp Liberty en Irak prépare le terrain à une autre attaque meurtrière contre ses 3000 habitants, a mis en garde le Comité parlementaire britannique pour la Liberté en Iran.

L'alerte intervient après que le ministre irakien des droits de l'homme, Mahdi al-Bayati, a déclaré que les opposants iraniens n'étaient pas des réfugiés et que leur présence dans le camp était «illégal».

M. al-Bayati a prétendu dans une réunion, le 24 Novembre, avec la Conseillère spécial de l'ONU pour la réinstallation des habitants du camp Liberty, Mme Jane Holl-Lute: "L'OMPI n'a pas le statut de réfugié et sa présence en Irak est illégale."

Selon le site Web du ministère des Droits humains d'Irak, le ministre a réitéré des propos similaires lors d'une rencontre, le 16 Novembre, avec le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations-Unis en Iraq, M. György Busztin.

Le Comité parlementaire britannique a déclaré: "Les propos sans fondement et trompeuses de M. al-Bayati ignorent délibérément le fait que les résidents du camp Liberty sont reconnues comme des personnes protégées en vertu de la 4ème Convention de Genève, ainsi que des "personnes en danger" et "demandeurs d'asile" par le HCR et ont droit, à ce titre, à la protection internationale.

Le Comité exhorte le Premier ministre irakien à déclarer publiquement que le camp Liberty est un camp de réfugiés Onusien et de coopérer avec ses habitants et le HCR pour assurer leur sécurité.

Le ministère irakien, sur son site Internet, a également cité ces propos attribués à Mme Holl-Lute: " la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI) cherche à organiser des réunions familiales pour les membres de cette organisation afin de soulager leurs problèmes et les persuader de retourner dans leur pays. "

Au cours de sa visite en Iran, Mme Holl Lute a également «rencontré un certain nombre de responsables iraniens et discuté de la question des réunions familiales avec eux», a ajouté le site Web irakien.

Le Comité britannique a déclaré: "Si ce rapport est exact, il convient de souligner qu'en impliquant les autorités d'un régime dont ces réfugiés ont fui, Mme Holl-Lute a clairement enfreint les lois et les conventions internationales adoptées en vue de garantir la sûreté et la sécurité des réfugiés sans défense et demandeurs d'asile.

« Ces déclarations, d'un haut fonctionnaire de l'ONU, permettront au régime iranien de profiter des différents organes de l'ONU en Irak pour faire avancer ses cabales meurtrières contre les résidents dans le camp Liberty, comme ce fut le cas avec l'ancien Représentant spécial de l'ONU, M. Martin Kobler. »

« Nous demandons instamment à Mme Holl Lute-de se distancer publiquement de ces remarques. Qu'il soit absolument clair que l'implication du régime iranien ou de ses agents dans le dossier du camp Liberty, est non seulement inacceptable, mais parfaitement illégale, étant donné le statut de ces derniers et le bilan épouvantable du régime iranien dans le domaine des droits humains. »

Nouvelle machination iranienne contre les habitants du camp *Liberty*



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



F.L.L.

Le 27 novembre 2014 - Selon le Secrétariat du Conseil national de la Résistance iranienne, le ministère iranien du Renseignement (Vevak) et la force extraterritoriale Qods de l'armée des Pasdarans (Gardiens de la Révolution iraniens) ont l'intention d'envoyer en Irak des agents sous couvert de proches parents de membres de l'OMPI pour lancer une autre campagne ignoble contre les habitants de Liberty.

Le régime des mollahs a dans ce but chargé l'association Nejat, qui est une branche du Vevak, de rassembler des agents dans diverses régions d'Iran pour les envoyer en Irak. D'autres éléments bien connus comme Massoud Khodabandeh avaient aussi été envoyés en octobre dans ce pays pour rencontrer des hommes de main irakiens et l'ambassadeur des mollahs Danaïfar, afin de préparer cette campagne.

Selon des nouvelles parues dans divers sites du Vevak le 22 novembre, dans une rencontre avec Abraham Khodabandeh à l'ambassade à Bagdad le 16 octobre, Danaïfar a "promis de continuer à s'efforcer d'établir des contacts entre les *membres captifs de la secte de Radjavi* et leurs familles et d'utiliser la pleine capacité de l'ambassade de la République islamique d'Iran dans ce but".

De plus, le régime des mollahs a l'intention de tromper directement et indirectement l'ONU et le CICR dans ce projet. D'après le plan du Vevak, l'association Nejat enverra d'abord ses recrues payées au ministère des Affaires étrangères sous couvert de parents d'habitants du camp Liberty. Ensuite, le ministère les enverra au bureau du CICR à Téhéran pour les faire enregistrer comme tels. Puis ils seront envoyés en Irak.

Ainsi, le régime des mollahs va lancer un nouveau round de torture psychologique des habitants. De février 2010 à décembre 2011, il avait envoyé un groupe des recrues en Irak sous l'apparence de familles d'Achrafiens qu'il avait installé à côté du camp d'Achraf. Le régime avait ainsi fait subir de la torture blanche aux habitants avec 320 haut-parleurs hurlant nuit et jour. Cet acte inhumain était soutenu par les agents du Vevak à son ambassade à Bagdad.